

**Discours de l'Honorable Alan Ganoo, ministre du transport terrestre et du métro léger, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international de la République de Maurice  
à l'occasion de l'ouverture officielle  
du 35<sup>e</sup> Conseil des ministres de la COI, 20 mai 2021**

- **Excellence, Monsieur le Ministre Premier, Président par intérim de l'Union des Comores,**
- **Excellences Messieurs le président et membres du Conseil des ministres des Etats membres de la Commission de l'océan Indien,**
- **Excellence Monsieur le secrétaire général de la COI,**
- **Distingués invités,**
- **Mesdames, Messieurs, tout protocole observé,**

C'est un honneur pour moi de me retrouver parmi vous pour la 35<sup>e</sup> session de notre Conseil des ministres. C'est un immense privilège de participer à cette auguste rencontre et d'apporter ma contribution à notre réflexion collective se rapportant au développement de la région.

Je remercie la présidence comorienne pour la tenue de cette session en visio-conférence, la pandémie de COVID-19 oblige. Je voudrais aussi saisir cette opportunité pour vous remercier, ainsi que le Secrétariat général et l'Agence française de développement pour le soutien accordé aux Etats membres à travers le plan de riposte de la COI. Ce plan nous a permis de nous doter des équipements médicaux pour lutter contre la pandémie. On a aussi pu renforcer nos actions et nos capacités. Je remercie également l'Union européenne pour son soutien dans cette lutte.

### **Mesdames et Messieurs**

L'économie mondiale reste plus que jamais à la merci de la pandémie de Covid 19. Nos Etats membres n'ont pas été épargnés par ces ravages. Cette crise sanitaire a eu des conséquences importantes sur tous nos secteurs économiques. Les risques restent élevés. Nous vacillons toujours dans l'incertitude car nous n'arrivons pas, malgré tous nos efforts, à la maîtriser.

A Maurice, nous subissons une deuxième vague. Notre vulnérabilité croissante

nécessite une vaccination de masse urgente pour une immunité collective qui nous permettra d'ouvrir nos frontières et nos économies. La formulation d'un plan de relance économique régional suivi de sa mise en œuvre dans les plus brefs délais est primordiale. La réflexion ayant déjà débuté l'année dernière, il est maintenant urgent d'agir.

Cette épreuve laquelle nous faisons face a renforcé la solidarité régionale. Bien que modestement, nous avons contribué aux efforts de nos frères et sœurs comoriens et malgaches et leur avons envoyé des équipements médicaux.

### **Mesdames et Messieurs**

C'est dans ce contexte que je souhaite faire quelques propositions stratégiques que j'espère être cohérentes, intégrées et complémentaires

1. Ma première proposition est la mise en œuvre du **plan de relance économique régional** pour donner un nouvel élan au renforcement durable de la coopération économique et commerciale entre nos Etats membres. La création de cet espace doit reposer sur le principe de géométrie variable, prenant ainsi en compte les disparités entre les Etats membres afin de favoriser un processus harmonieux d'intégration économique. Cette proposition repose sur le fait que la pandémie de Covid résulte à plusieurs défis au développement lié à la globalisation et au multilatéralisme. Nous constatons une stratégie de repli envers des pays qu'il faut contourner. Ce plan de relance doit impérativement s'appuyer sur certains secteurs qui méritent une considération accrue, tels que :
  - a. La sécurité alimentaire régionale. Nous ne pouvons laisser se pérenniser les vulnérabilités que nous a révélées la présente pandémie.
  - b. La connectivité régionale est incontournable. Dans ce contexte, je me félicite de l'initiative du Secrétariat général pour un plan de travail. Vous avez tout mon soutien pour que nous travaillions ensemble avec les pays de la région de l'Afrique Australe et Orientale pour améliorer la connectivité maritime. Je remercie le Japon pour son soutien financier à la COI. J'espère que ce soutien

sera maintenu jusqu'à la complétion du projet et l'obtention des résultats probants.

- c. La connectivité numérique au niveau régional mérite toute notre attention. La pandémie nous a démontré l'importance pour une accélération vers une société numérique. Le câble METISS est enfin complété et opérationnel. Nous en sommes confortés. Nous devons maintenant réfléchir comment en profiter pleinement et améliorer la résilience de nos économies.

2. Ma deuxième proposition est liée avec la première. Nous ne pouvons nous voiler la face : la pandémie Covid a démontré les limites de notre stratégie de développement. Je suis heureux de constater la rédaction par le Secrétariat général d'un **Plan d'action Régional de l'économie Bleue – le PAREB**. Nous devons envisager une nouvelle manière d'avancer sur la valorisation économique des écosystèmes aquatiques et marins et la création d'emplois notamment en nous référant aux principes de l'économie circulaire. Il nous faut nous assurer que le PAREB soit une partie intégrante de renforcement durable de la coopération économique et commerciale entre nos Etats membres. L'économie océanique doit être un des pôles de croissance pour la contribution de l'économie maritime au PIB générant ainsi la création d'emplois et soutenant la diversification économique et la sécurité alimentaire régionale.

3. Nous ne pouvons avancer dans la mise en œuvre d'un plan de relance régional et la mise en œuvre du PAREB sans assurer la sécurité maritime dans l'Indianocéanie. Le mécanisme de **l'architecture de sécurité maritime du sud-ouest de l'Océan Indien** enclenché par la signature des deux accords par nos pays membres ainsi que les pays avoisinants doit devenir pleinement opérationnelle. Nous avons bien avancé, mais je constate qu'il y a encore à faire. A ce titre, il y a trois grands axes d'action sur lesquels il faut qu'on se penche impérativement :

- a. D'abord, les mesures pour la mise en œuvre des deux accords tant au niveau national que régional. Nous sommes en retard. Nous devons redoubler nos efforts à tous les niveaux.
- b. La mise en œuvre de l'ensemble des recommandations des réunions ministérielles qu'a abritées Maurice, la maintenance d'une mobilisation annuelle de représentants des Etats ainsi qu'une nouvelle impulsion avec l'organisation d'un Sommet sur la Sécurité maritime que Maurice souhaite abriter. Dans ce contexte, j'ai le plaisir de vous informer que vers la fin de cette année se tiendra la 3<sup>e</sup> conférence ministérielle sur la sécurité maritime, selon toute vraisemblance, malheureusement, en version virtuelle. Nous comptons bien évidemment sur votre soutien à tous pour la réussite de cette conférence.
- c. Ensuite, l'opérationnalisation de l'architecture de sécurité maritime sur tous les plans, surtout concernant le volet sur la pollution marine. L'échouement du vraquier MV Wakashio sur le récif de Pointe d'Esny déversant plus de 1000 tonnes de carburant en mer et la marée noire qui en a résulté a marqué les esprits à jamais. Je profite de l'occasion pour remercier vivement le gouvernement français pour le soutien, ô combien important pour la gestion de cette catastrophe. Nos remerciements vont également aux Etats et organisations internationales qui ont fait preuve de solidarité et de soutien dans ce contexte difficile. Je remercie aussi le centre régional de coordination opérationnelle qui, dans un délai très court, a su mobiliser les équipements de nos autres Etats membres ainsi que du Kenya, mais qui n'a pu être acheminé à cause du Covid. Une réponse régionale est donc en cours d'élaboration. Il faudra s'assurer de sa complétion et de sa mise en place.

Et enfin, mesdames et messieurs, nous ne pouvons avancer sans les moyens adéquats pour la COI

4. En ce qui concerne les moyens, nous nous réjouissons de l'importance grandissante de l'appui de l'AFD, dont plusieurs nouveaux projets qui sont

déjà enclenchés à l'instar du projet Hydromet, du projet paix et stabilité ou encore le projet ExPLOI.

5. Il y a la programmation Post-Cotonou et le Secrétariat général a déjà soumis une note pour la programmation. La COI représente une force non-négligeable qui permet à nous tous de faire entendre notre voix au sein des organismes internationaux et au sein des organisations appelées à promouvoir les spécificités dans l'élaboration et la conduite des programmes de développement à venir et défendre les intérêts des états insulaires. Les négociations post Cotonou sont importantes. Je salue la proposition d'engager nos représentations diplomatiques auprès de l'Union africaine et de l'Union européenne pour soutenir le plaidoyer de la COI et assurer une prise en compte des spécificités insulaires dans la mise en œuvre du nouveau partenariat entre l'Europe et l'Afrique. Je compte également sur notre Président entrant du Conseil des Ministre à porter la voix des petits Etats insulaires en développement auprès de l'Union européenne afin que les spécificités de notre région soient prises en considération.
6. Nous avons maintenant des observateurs, et pas des moindres à l'instar de La Chine, l'Inde, le Japon, les Nations Unies à qui je réitère notre appel pour soutenir et appuyer la COI.

Je ne peux terminer, Mesdames et Messieurs, sans remercier la présidence sortante qui a pu, malgré la situation Covid, mener à bien nos travaux.

Avec ces mots qui concluent mon intervention, je vous remercie de votre attention.